

Daniel Goldberg
Président de l'Uniopss



© Françoise Stijepovic

Pour être acceptables, les efforts budgétaires doivent être partagés et pensés pour le bien commun



« **P**ilotage à vue, gestion erratique, manque d'ambition, bases peu réalistes... ». Non, il ne s'agit pas de l'évaluation d'un établissement social ou médico-social peu scrupuleux en phase de renégociation de son CPOM..., mais de l'analyse faite par la Cour des comptes de l'exécution du budget de l'État en 2024.

Le sujet alors n'est pas d'obtenir des contritions des fonctionnaires des finances, mais de comprendre comment nous en sommes arrivés là entre d'un côté, les déclarations fluctuantes de responsables publics pendant un an, et, de l'autre, la réalité chiffrée d'aujourd'hui. Et surtout, il s'agit maintenant de déterminer des remèdes afin d'éviter une rechute, économique, comme sociale.

Pour cela, nous n'avons pas besoin en France d'un mauvais clone d'Elon Musk et de son « Département de l'efficacité gouvernementale » (DOGE) largement incompetent et inefficace jusqu'à aujourd'hui à faire baisser le déficit des États-Unis. Car les choix budgétaires ne sont pas que des chiffres. Ils dessinent un projet de société au sens premier. Que considérons-nous comme devant être financé par la puissance publique avec les moyens que nous mettons en commun, par rapport à ce qui doit résulter de choix individuels ?

En ce sens, l'« effort » de 40 milliards d'euros en 2026 souhaité par Éric Lombard, ministre de l'Économie et des Finances, ne peut être pensé en

termes de coupes sèches dans les politiques publiques, sans prendre en compte ce que seraient leurs conséquences. Car nous voyons bien poindre celles et ceux qui pensent que l'action sociale coûte trop cher, que nous n'en avons plus les moyens et que chacun doit en prendre la mesure.

Or, ce type de décisions que ces mêmes contemporains ne s'appliquent pas à eux-mêmes, seraient inefficaces économiquement et conforteraient les fractures sociales. Il ne peut y avoir dans notre pays une majorité d'habitants qui ont du mal à se projeter dans l'existence, de l'éducation des enfants à la précarité au travail, alors qu'une autre partie serait protégée des aléas de la vie, de manière accrue par héritage ces dernières années.

S'il s'agit de responsabiliser chacun, d'avoir le souci de l'efficacité de la dépense publique, alors cette responsabilisation doit s'appliquer à tous. Ainsi, une participation pluriannuelle accrue des plus hauts revenus, notamment ceux provenant du patrimoine, en revenant sur des optimisations fiscales indues, donnera des signaux importants d'exemplarité.

Dernier budget décisif du quinquennat, l'exercice 2026 doit permettre des avancées, en particulier dans l'efficacité des décisions publiques, avec notamment une réelle mise en synergie des décisions publiques entre l'État et les collectivités territoriales. C'est ce que portera l'Uniopss dans les semaines à venir. ●

Union
SOCIALE

Revue mensuelle d'information
et de liaison du réseau
UNIOSS - URIOPSS

15 rue Albert - CS 21306
75214 Paris Cedex 13
Tél. : 01 53 36 35 00
Fax : 01 47 00 84 83
www.uniopss.asso.fr



DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
Daniel Goldberg

RÉDACTEUR EN CHEF
Antoine Janbon

RÉDACTRICE EN CHEF ADJOINTE
Valérie Mercadal

RÉDACTEURS
Stéphanie Barzasi, Juliette Cottin,
Jérôme Voirurier.

PHOTOS
Jean-Marc Armani, Frédéric Fournier,
Michel Le Moine, Françoise Stijepovic.

RELECTURE
Marie-Alexandrine Louis-François
PUBLICITÉ
Antoine Sourdeix

MAQUETTE
Michel Terrade

IMPRIMERIE
Cent'Imprim
36101 Issoudun cedex

© Union Sociale, reproduction
interdite, sauf accord de la
rédaction.

ABONNEMENT
France : 60 euros
Étranger/hors EU : 70,50 euros
Le numéro : 10 euros
(règlement par chèque bancaire
ou postal à l'ordre de UNIOSS
section I même adresse).

CLAP n° 0727 G 82025
ISSN 0041-7041.9717
Dépôt légal : 07010149

Ce numéro a été tiré à 2 800 ex.

ANNONCEURS

• Uniopss p. 2
• Uniopss p. 4
• Uniopss p. 25
• Managers p. 27
• La Semaine Bleue p. 28

Photo de Une
© Michel Le Moine

Ce journal est
imprimé selon le label

